

# Son combat était d'aider les gens à vivre. Rafah Nached, psychanalyste syrienne reconnue, a été enlevée par la police politique de Bachar Al-Assad A Damas, une psy au cachot

**L**a révolution freudienne ferait-elle peur au régime de Bachar Al-Assad ? Depuis le samedi 10 septembre, la psychanalyste syrienne Rafah Nached croupit dans l'une de ses geôles. Arrêtée à l'aéroport de Damas par les moukhabarrat, la police politique, alors qu'elle s'appretait à s'envoler pour Paris afin d'assister à la naissance de son premier petit-enfant, cette femme de renom, qui fut la première psy de Syrie dans les années 1980 et dont le seul engagement connu est celui qu'elle voue à ses patients, a été inculpée, mercredi 14 septembre, « d'activités susceptibles d'entraîner une déstabilisation de l'Etat ».

D'après son mari, qui a pu lui rendre visite à la prison pour femmes de la banlieue de Damas, son état de santé est satisfaisant, en dépit de l'insuffisance cardiaque dont elle souffre. Mais le flou qui entoure le chef d'inculpation et la paranoïa qui s'est emparée du régime, en butte depuis six mois à une contestation qui ne faiblit pas, font craindre une détention à rallonge, dans le seul but d'intimider la communauté intellectuelle syrienne.

Dans le milieu psy de Paris où Rafah Nached a étudié dans les années 1970 et où elle compte de nombreux amis, son arrestation a soulevé une vague d'indignation. Une pétition demandant sa « libération immédiate », mise en ligne sur le site d'information Mediapart, a recueilli en quelques heures le soutien du gratin de la psychanalyse française, freudiens et lacaniens confondus.

Le Quai d'Orsay a également réagi, en stigmatisant « le mépris des droits de l'homme les plus élémentaires » dont font preuve les autorités syriennes. « Incarcérer une femme de 66 ans, qui ne s'inscrivait pas dans le combat politique et dont l'ambition est simplement humanitaire et scientifique, cela dénote de la part du régime Assad un degré d'angoisse sur sa propre survie qui est sans précédent », fait remarquer un proche de la famille.

C'est par un coup de téléphone anxieux, passé de l'aéroport, où elle patientait au contrôle des bagages, que le mari de Nafah Rached a deviné l'arrestation. « Ils procèdent à des contrôles avec nervosité. Ils ont des listes... On m'a pris mon passeport et on est parti avec... » Un blanc s'ensuit, puis des bruits, de l'agitation et ces mots : « Madame...



L'arrestation de Rafah Nached, le 10 septembre à Damas, a soulevé une vague d'indignation en Syrie et à Paris. DR

enlevez cela. » La communication s'est aussitôt interrompue.

Le mari, un éminent historien, invité régulier du Collège de France à Paris, le temple du savoir universitaire, mais qui insiste pour que son nom ne soit pas mentionné, s'est alors précipité à l'aéroport. Après avoir vérifié auprès d'Air France que Rafah n'avait pas pris son vol, il a erré d'un bureau à l'autre, comme dans un mauvais film égyptien, à la recherche de bribes d'information sur sa femme.

Au guichet de la police d'abord, puis à la Sécurité, puis à la Sécurité générale, puis au poste de contrôle des douanes, avant d'échouer, au bout de la nuit, dans le bureau du commandant en chef de la police de l'aéroport. Mais, là encore, aucun renseignement. « Nos services n'ont pas enregistré le passage de votre épouse », lui dit-on. La conclusion s'impose : Rafah Nached a été enlevée par les moukhabarrat, le service de sécurité qui ne laisse jamais de trace.

Depuis ce jour, la famille tente

de comprendre. Pourquoi elle ? Que peut bien reprocher le régime Assad à cette petite femme rondelette, aux yeux pétillants, patriote et cuisinière émérite ? Le parcours de Rafah Nached, assure son entourage, n'est pas celui d'une opposan-

« Ils procèdent à des contrôles avec nervosité. Ils ont des listes... On m'a pris mon passeport et on est parti avec... »

**Rafah Nached**  
Dernier coup de téléphone à son mari

te. En 1985, quand elle se réinstalle à Damas, après ses années parisiennes, c'est en psychanalyse qu'elle s'engage, pas en politique. Le climat de l'époque est pesant, la guerre civile libanaise fait rage. Le président Hafez Al-Assad, le père de l'actuel chef de l'Etat, tient la

société au doigt et à l'œil. Les prisons sont – déjà – remplies de gauchistes et de Frères musulmans. La réponse de Rafah sera clinique. Elle veut implanter dans son pays les théories freudiennes, aussi suspectes soient-elles pour un régime obsédé par le contrôle des consciences. Aider les gens à vivre : ce sera son combat.

Le cabinet qu'elle ouvre, dans son petit appartement d'Al-Adawi, un quartier commerçant de Damas, attire vite les patients. Des enfants, des adultes, des hommes et des femmes. Un panel représentatif de la population syrienne et de ses divisions, confessionnelles comme politiques. « Elle recevait en consultation aussi bien les hauts fonctionnaires du régime, rongés par la culpabilité et le poids du mensonge, que des intellos critiques du pouvoir », explique l'une de ses amies françaises. Elle se tenait à bonne distance des deux tout en étant très lucide sur la schizophrénie qui règne au sommet de l'Etat. »

Année après année, elle repous-

se les murs du soupçon. Elle devine que ses séminaires ne sont pas seulement remplis d'étudiants. Elle sait que son divan attire aussi les grandes oreilles du régime. Mais elle s'accroche, navigue entre les écueils et sa pratique, fait des émules. Une petite dizaine de psychanalystes, avec lesquels elle a fondé l'Ecole de psychanalyse de Damas, exercent aujourd'hui en Syrie.

Quand la révolution éclate au mois de mars, à Deraa, dans le sud du pays, elle réagit à nouveau en accoucheuse des souffrances. Avec les jésuites de Damas, elle organise des groupes de parole ouverts aux citoyens de toute obédience. Un espace apolitique pour verbaliser ses angoisses face à la violence qui ravage le pays, pour maintenir le fil tenu du dialogue intercommunautaire.

Mais pour les autorités syriennes, la ligne rouge a été franchie. Libérer la parole dans un Etat adepte des chaînes et du bâillon : le paradoxe n'est plus acceptable. ■

Benjamin Barthe

## Profession à soupçons

NAFAH RACHED n'est pas la seule psychanalyste arabe à faire les frais de son métier. Au Proche-Orient, la profession est en butte à l'hostilité des régimes en place et plus largement de sociétés, qui voient cette pratique d'un très mauvais œil. « Pour être psy dans le monde arabe, il faut savoir se battre, car on est attaqué en permanence », confirme l'Égyptienne Nevine Ziwar, âgée de 59 ans, qui est la seule thérapeute en activité au pays des pharaons.

Son père Mustafa Ziwar, formé à Paris, devint dans les années 1950 l'un des tout premiers analystes du monde arabe. Soixante ans plus tard, le métier n'a toujours pas décollé. A part au Liban et surtout au Maroc, où des psychanalystes français sont installés, qui permettent aux candidats à la profession de faire leur propre analyse, cette discipline sent toujours le souffre.

« Le premier obstacle, c'est l'ignorance, les préjugés des gens, ajoute Nevine Ziwar. Parce que Freud était juif et surtout parce qu'il était athée, la psychanalyse est regardée avec beaucoup de méfiance.

L'autre problème tient à la prééminence des psychiatres, qui ne jurent que par les médicaments et se répandent dans les médias contre les postulats psychanalytiques, affirmant que leur véracité scientifique n'a jamais été prouvée. »

Les autocrates arabes ne sont guère mieux disposés vis-à-vis de cette théorie de l'émancipation individuelle. « Les dictatures y sont par définition hostiles, dit Elisabeth Roudinesco, directrice de recherche à l'université Paris-Diderot. Le manque de liberté associative empêche les praticiens de s'installer. Les régimes veulent contrôler la parole. »

La chute de Hosni Moubarak au Caire favorisera-t-elle le développement de la profession ? Nevine Ziwar l'espère. « D'habitude, la plupart des étudiants en psy partaient s'installer à l'étranger aussitôt diplômés. J'espère que désormais certains feront le choix de rester. » ■

B. Ba.